

Briser préjugés et discrimination, introduire dans la démocratie

HUGUETTE REDEGELD est volontaire permanente d'ATD Quart Monde. Après avoir assumé des responsabilités dans divers pays, sa mission actuelle est de développer et de soutenir les liens avec des amis et des membres du Mouvement dans la région du Proche Orient et celle du Maghreb.

En Europe, aujourd'hui comme hier, la stigmatisation des pauvres a souvent conduit à les considérer indignes et incapables de bénéficier du statut de citoyen. Joseph Wresinski, fondateur d'ATD Quart Monde, innove en construisant avec eux une identité commune et une représentation dans les instances publiques.

Les préjugés¹ à l'égard des populations vivant dans des conditions de pauvreté ne datent pas d'aujourd'hui. L'historienne Michelle Perrot par exemple, a analysé la période de la Révolution française comme suit : « *La démocratie naissante proclamait des droits de l'homme et du citoyen universels, pour tous les citoyens. Mais dans la pratique elle excluait de nombreuses personnes et notamment les plus pauvres, classés en citoyens passifs. Ils avaient droit à la protection de leur personne et de leurs biens, mais non à l'exercice de la citoyenneté, à commencer par le droit de vote. Ils se trouvaient classés aux côtés des mineurs, des étrangers, des fous et des femmes. Ils étaient considérés incapables d'exercer leur droit de cité.* »²

Ces préjugés résultent en discriminations qui empêchent les personnes de vivre comme les autres, d'exercer leurs droits fondamentaux, et qui les enferment dans des zones de non-droit dont il est très difficile de se libérer.

Pour casser les préjugés, il faut connaître les réalités de vie.

L'innovation de Joseph Wresinski est de bâtir avec les personnes concernées d'autres représentations qui cassent l'enfermement et ouvrent sur le monde et sur la participation.

En France, les années 1950-1960 ne sont pas seulement les Trente glorieuses. La croissance occulte l'existence de bidonvilles où se côtoient populations immigrées et « Français de souche » dont le seul héritage est celui de la misère.

Un de ces lieux est le camp des sans-logis de Noisy-le-Grand, dans la région parisienne. Le terrain d'une ancienne décharge situé en dehors de la ville est acheté suite à l'appel de l'Abbé Pierre en 1954, pour accueillir « de façon provisoire » des familles en détresse. Joseph Wresinski (1917-1988) y est envoyé par son

1. Ce texte est inspiré d'une conférence *Démocratie, extrême pauvreté, violence, Artisans pour la paix*, lors d'une rencontre organisée par l'association Habiter le monde autrement, à Toulon, décembre 2017.

2. Michèle Grenot, *Le souci des plus pauvres, Dufourny, la Révolution française et la démocratie*, Presses universitaires de Rennes/Éd. Quart Monde, Rennes/Paris, 2014.

évêque en 1956. Ce bidonville n'est résorbé que quatorze ans plus tard, en 1970.

Dans un premier temps, Joseph Wresinski y vit 24 h/24. La détresse des familles dans ce bidonville n'est pas uniquement d'ordre économique, elle est tout autant politique, sociale, culturelle et spirituelle. Ces familles connaissent la faim et le froid; elles manquent d'emploi. Mais elles souffrent surtout d'être abandonnées, non-reconnues, non-représentées dans la cité.

Une population victime de préjugés, méconnue, méprisée et discriminée

Dans sa conférence sur *Culture et pauvreté*³ en décembre 1985, Joseph Wresinski démontre que les préjugés reposent sur des représentations qui légitiment l'exclusion et le mépris envers les plus pauvres. Les riches, disait-il y a un peu plus d'un siècle le sociologue britannique Charles Booth, ont tiré un rideau sur les pauvres sur lequel ils ont peint des monstres. Et dans les années 1960, les familles comme celles de Noisy-le-Grand, sont nommées : « familles asociales », « familles lourdes », « familles inadaptées ». L'on parle de « parents incapables » et de « mères lapines ».

Elles sont ainsi nommées car totalement inconnues dans leur histoire, dans leurs aspirations et leurs efforts. Les personnes en permanence cataloguées ainsi, sans droit ni moyen de réponse, finissent par s'identifier à ces représentations. Cela les conduit à garder le silence et à disparaître de la conscience collective⁴. À cette violence de l'exclusion et du mépris, Joseph Wresinski s'oppose, avec les personnes qui la subissent.

Encore en Europe aujourd'hui

En Grande-Bretagne, au début de ce millénaire, est officiellement lancée une campagne intitulée *Targeting Benefit Thieves* (*Viser les voleurs de l'aide sociale*). Cette campagne est amplifiée en 2009 par des affiches publiques. « *Nous attrapons les voleurs de l'aide sociale ; grâce aux 600 appels reçus chaque jour sur notre ligne téléphonique* ». Sur d'autres affiches l'on voit une personne tenant une pancarte sur laquelle on lit : « *Condamné* », « *Poursuivi* », « *Casier judiciaire* ». Et sur chaque affiche, cette « conclusion » : « *Et ils pensaient qu'ils ne seraient jamais attrapés* ».

Cette campagne stigmatise sans possibilité de recours les familles vivant dans la pauvreté qui sont décrites comme passives, irresponsables, parasites. Soutenue par des reportages à la télévision, elle sème la haine dans les quartiers ; elle attise la violence contre les pauvres.

En France, le journal *Le Monde*⁵ se fait l'écho de l'opprobre jeté sur les bénéficiaires de l'aide sociale par des personnalités politiques qui défendent l'action contre l'assistanat comme une priorité – il y est même question de cancer de l'assistanat – et dénoncent des soi-disant dérives. Les partisans de cette politique évoquent plus ou moins explicitement des cohortes de parasites sociaux qui, selon eux, vivent indûment de la solidarité nationale. Les

3. Intervention au Colloque *Culture et pauvreté* organisé par M. Antoine Lion, chargé de mission au ministère de la Culture et le Centre Thomas More à l'Arbresle, les 13 et 14 décembre 1985, publiée dans les *Cahiers Wresinski*, n° 7, février 2004, Éd. Quart Monde, Paris, p. 40.

4. ATD Quart Monde : *Discrimination à raison de la pauvreté, Plaidoyer pour une approche européenne*, Pierrelaye, ATD Quart Monde, 2017, p. 9.

5. *Le Monde* : *Les procureurs de l'assistanat*, samedi 28 octobre 2017, Supplément *Les idées*, pp. 1-2-3.

bénéficiaires des allocations sociales y sont, comme en Grande-Bretagne, décrits comme des êtres passifs et parasites, comme l'étaient les citoyens passifs au 19^{ème} siècle qui ne méritaient pas le droit de vote.

Aux Pays-Bas une politique nettement discriminatoire a été adoptée. Sous le prétexte de traiter la problématique des grands ensembles urbains, une loi dite *Loi de Rotterdam*, vise officiellement à promouvoir la diversité culturelle dans certains quartiers considérés comme quartiers à problèmes. Le gouvernement parle de « ballottage positif » pour des familles plus aisées. Le moyen choisi a été d'exclure de ces quartiers des populations à revenus modestes, qui, selon l'Exposé des motifs de la loi, seraient responsables des nuisances, de la criminalité ou des problèmes d'ordre public. Depuis 2005, seule la ville de Rotterdam a employé ces mesures : jusqu'à ce jour, treize ans plus tard, aucune évaluation officielle ne démontre que la chasse de ces familles a amélioré le sentiment de bien-être ou les problèmes d'ordre public dans les quartiers concernés. Cette législation a introduit simplement et purement une grave « discrimination en raison de pauvreté », fondée sur des préjugés, légitimée par la loi.

Des dérives similaires peuvent se produire dans d'autres pays européens. Selon la NOS (chaîne publique néerlandaise) de mars 2018, le gouvernement **au Danemark** envisage des mesures semblables empêchant des familles percevant une allocation d'habiter certains quartiers.

Mettre la question de l'extrême pauvreté sur la place publique

Paul Dumouchel, professeur de philosophie au Canada, écrit en mai 2012 : « *La vérité est que l'extrême pauvreté n'est pas considérée comme une question politique et sociale qui devrait être débattue sur la place publique, car elle concerne tout le monde, mais comme un problème qui concerne uniquement ceux qui en sont victimes.* »⁶

Les familles du bidonville de Noisy-le-Grand n'avaient ni le pouvoir ni les moyens de revendiquer que soient débattues sur la place publique les réalités qu'elles affrontaient.

Joseph Wresinski pose un premier acte démocratique en créant, avec elles, une association. Elle n'est pas reconnue par les pouvoirs publics – certains membres ont un casier judiciaire – une deuxième association voit le jour, avec toujours des habitants du camp et des personnes extérieures qui apportent leur crédibilité à une population à qui il est de fait refusé le droit de s'associer.

Construire des représentations différentes

À la honte, à l'humiliation, à la dépendance, à l'abandon que connaissent les familles du camp, Joseph Wresinski répond par le rassemblement, la solidarité, par l'action et la recherche, et surtout par la création de liens. Il ne s'enferme pas avec les familles. D'autres personnes, d'autres milieux les rejoignent. Joseph Wresinski

6. Paul Dumouchel, *La misère est violence*, dans *Revue Quart Monde* n° 222, mai 2012, pp. 9-11.

s'adresse aussi « au monde extérieur », au monde politique, scientifique, au monde culturel, spirituel, au monde économique et social.

a) La place de l'histoire et de la connaissance

Pour faire entrer les personnes très pauvres dans l'histoire et faire reconnaître leur savoir, Joseph Wresinski demande en 1960 à Alwine de Vos van Steenwijk, diplomate néerlandaise, de créer un Bureau de Recherches Sociales.

L'objectif est de déconstruire les représentations violentes et inhumaines véhiculées depuis des siècles à l'égard des personnes vivant dans la misère, en affirmant leur histoire, leurs connaissances, leur potentiel, leur capacité d'engagement, en leur donnant la parole. Des recherches permettent de revendiquer une autre identité grâce à laquelle il devient possible d'être reconnus citoyens.

Pendant les événements de Mai 1968 naît la prise de conscience d'une identité et d'une histoire commune. Des cahiers de doléances (à l'exemple des *Cahiers de doléances* de la Révolution française) circulent dans les lieux où des équipes d'ATD sont présentes.

Pour atteindre d'autres publics et développer d'autres connaissances, les *Dialogues avec le Quart Monde* sont institués en 1972 à Paris. Ils évoluent vers ce qui deviendra les *Universités populaires Quart Monde*.

b) La dynamique du Croisement des savoirs

En 1978, lors d'un séminaire sur la pauvreté persistante, Joseph Wresinski s'adresse aux chercheurs : « *La fonction des chercheurs dans le monde de la pauvreté est de faire place à la connaissance que les très pauvres ont de leur condition. De faire place à cette connaissance, et de l'aider à se développer. Et à cette fonction s'ajoute une autre : celle de faire place, de réhabiliter et d'aider à se consolider la connaissance que peuvent avoir ceux qui vivent et agissent parmi et avec les plus pauvres.* »⁷

Cet appel aux chercheurs se traduit aujourd'hui dans une dynamique appelée *Croisement des savoirs*, entre personnes issues du monde de la pauvreté, travailleurs sociaux, chercheurs et décideurs.

c) Actions de représentation publique

La connaissance n'est pas un but en soi ; elle doit contribuer à ce que les populations les plus pauvres soient représentées dans les instances qui incarnent la vie publique.

Représentation nationale

En 1985, le Conseil économique, social et environnemental français (CESE) confie à Joseph Wresinski, membre depuis 1979, la rédaction d'un rapport sur la pauvreté. L'avis de ce rapport *Grande pauvreté et précarité économique et sociale*⁸ est adopté en février 1987. Ce rapport accorde une place importante aux connaissances et aux expérimentations nécessaires pour fonder une approche globale, cohérente et prospective de lutte contre la pauvreté. Il conduit, entre autres, à l'adoption de la *Loi d'orientation relative à lutte contre les exclusions*, en 1998.

Marie-Aleth Grard, actuelle représentante d'ATD Quart Monde

7. Joseph Wresinski, *La pensée des plus pauvres dans une connaissance qui conduit au combat, Introduction à la rencontre du Comité permanent de recherche sur la pauvreté et l'exclusion sociale*, 3 décembre 1980, Palais de l'Unesco, Paris.

8. Conseil économique et social : *Grande pauvreté et précarité économique et sociale*, Documentation française, 1987, n° 6, 28 février 1987, Paris.

au CESE, a présenté un rapport sur *Une école de la réussite pour tous*⁹.

Représentation internationale

Auprès des instances internationales, l'enjeu est le même : que la question de l'extrême pauvreté soit abordée comme question de société et non comme question sociale.

Le 17 octobre 1987, Joseph Wresinski inaugure une Dalle en hommage aux victimes de la faim, de la violence et de l'ignorance, sur le Parvis des droits de l'homme à Paris. Le texte gravé sur cette Dalle se termine par un appel : « *Là où des hommes sont condamnés à vivre dans la misère, les droits de l'homme sont violés. S'unir pour les faire respecter est un devoir sacré.* Père Joseph Wresinski ». Cet appel est à l'origine de la reconnaissance, en 1992, par les Nations Unies, du 17 octobre comme Journée internationale pour l'élimination de la pauvreté. Journée rassemblant aujourd'hui, à travers le monde, des milliers de personnes qui s'unissent pour réintroduire dans la vie publique les personnes qui en sont les plus exclus.

d) Acteurs de démocratie

La campagne lancée en Grande-Bretagne contre les « voleurs » de l'aide sociale, est violemment vécue par les personnes visées. En réponse, celles-ci mènent un projet collectif : *The Roles We Play*¹⁰ – les rôles que nous assumons.

Des bénéficiaires de l'aide sociale et d'autres personnes vivant dans de grandes précarités se présentent avec des photos de leur choix, et disent, dans leurs mots, la contribution qu'ils apportent bénévolement autour d'eux, dans leur quartier, dans la société.

[...]

Vers une réelle démocratie

Pour être vivante et réelle, la démocratie demande la participation de tous. Mais, dans les faits, le statut de citoyen a été de tous temps refusé aux personnes vivant dans le dénuement.

S'il s'agit uniquement de soulager leur état, elles restent exclues de la participation à la vie de la cité, et les représentations que l'on se fait d'elles conduisent à les considérer indignes et incapables de bénéficier du statut de citoyen.

Mettre la question de l'extrême pauvreté sur la place publique a été le combat de Joseph Wresinski. Cependant la démocratie n'est jamais acquise une fois pour toutes. Elle ne vaut que parce que des citoyens se mettent ensemble pour la faire advenir. L'extrême pauvreté demande ce rassemblement car elle est un déni de démocratie et une violation de l'ensemble des droits de l'homme¹¹.

Le Conseil économique, social et environnemental indique le cap de la démocratie à advenir. Pour marquer le 20^{ème} anniversaire du *Rapport Wresinski*, il a inscrit sur un de ses murs la pensée suivante : « *Considérer les progrès de la société à l'aune de la qualité de vie du plus pauvre et du plus exclu est l'honneur d'une Nation fondée sur les droits de l'homme.* » (Joseph Wresinski). ■

9. Conseil économique social et environnemental : *Une école de la réussite pour tous*. Avis présenté par Marie-Aleth Grard, Documentation française, 2015, n° 13, 28 mai 2015, Paris, page de couverture.

10. ATD Fourth World, *The Roles We Play, Recognising the Contribution of People in Poverty*, ATD Fourth World / Eva Sajovic, London, 2014. Voir également l'article de Diana Skelton dans *Revue Quart Monde*, n° 241, mars 2017, p. 4.

11. *Principes directeurs : Extrême pauvreté et droits de l'homme*, adopté par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU, en septembre 2012. (A/HRC/21/39).